

LE RÉGIME SEIGNEURIAL

Marcel Trudel



LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA



BROCHURE HISTORIQUE No 6

LE RÉGIME SEIGNEURIAL

Marcel Trudel

Ottawa, 1983
(Édition originale: 1956)

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA
BROCHURE HISTORIQUE N° 6

Marcel Trudel est professeur émérite à l'Université d'Ottawa. Il a publié les ouvrages suivants: *L'influence de Voltaire au Canada* (2 vol., Montréal, 1945); *Vézine* (Montréal, 1946); *Louis XVI, le Congrès américain et le Canada, 1774-1789* (Québec, 1949); *Histoire du Canada par les textes* (en collaboration avec Guy Frégault, Montréal, 1952); *Le régime militaire dans le Gouvernement des Trois-Rivières, 1760-1764* (Trois-Rivières, 1952); *L'affaire Jumonville* (Québec, 1953; publié en anglais par la Pennsylvania Historical Association); *Chiniquy* (Trois-Rivières, 1955); *Champlain* (Montréal, 1956); *L'Église canadienne sous le régime militaire, 1759-1764* (2 vol., Montréal, 1956-1957); *L'esclavage au Canada français* (Québec, 1960); *Histoire de la Nouvelle-France, 1524-1603* (Montréal, 1963); *Histoire de la Nouvelle-France, 1604-1627* (Montréal, 1966); *Initiation à la Nouvelle-France* (Montréal, 1968); *Jacques Cartier* (Montréal, 1968); *Atlas de la Nouvelle-France* (Québec, 1968); *L'histoire du Canada: enquête sur les manuels* (Ottawa, 1970); *The Beginnings of New France* (Toronto, 1973); *La population du Canada en 1663* (Montréal, 1973); *Le terrier du Saint-Laurent en 1663* (Ottawa, 1973); *Les débuts du régime seigneurial au Canada* (Montréal, 1974); *La révolution américaine. Pourquoi la France refuse le Canada, 1775-1783* (Québec, 1976); *Montréal: la formation d'une société, 1642-1663* (Montréal, 1976); *Histoire de la Nouvelle-France, 1627-1663*, (Montréal, 1979). M. Trudel a aussi dirigé avec M. George Brown le premier volume du *Dictionnaire biographique du Canada* et il a dressé une *Carte seigneuriale de la Nouvelle-France (moins la Côte-Nord)*, carte hors-commerce.

LE RÉGIME SEIGNEURIAL

I. L'importation du régime seigneurial

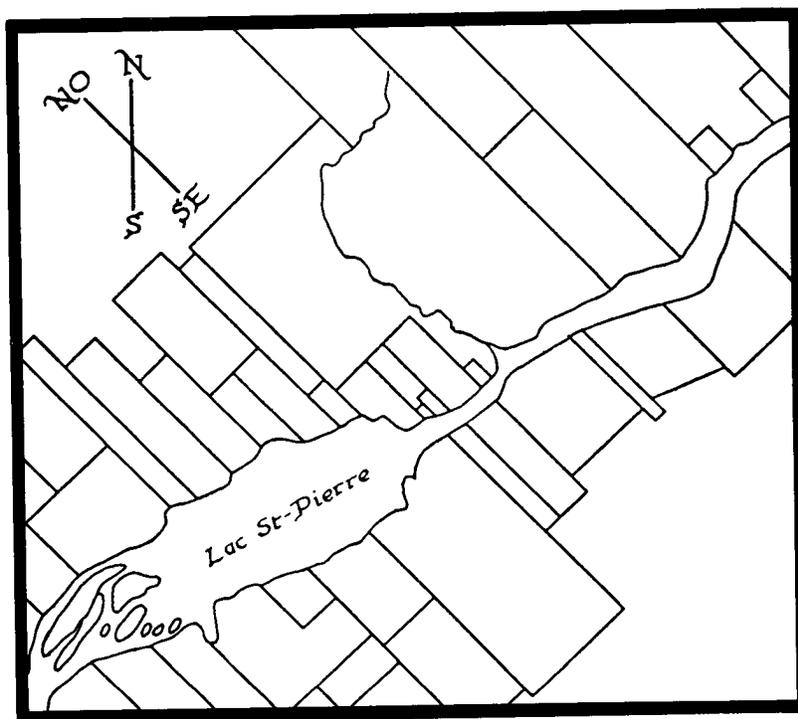
Le régime seigneurial, dont l'origine remonte peut-être à la France gallo-romaine, était devenu dans la France de l'époque moderne une pièce maîtresse de l'ordre social (la possession du sol servant à mesurer la dignité de l'homme), en même temps qu'un "instrument de bonne police" dans les campagnes et un rouage efficace au service d'un État centralisateur; le régime seigneurial avait fini par faire corps avec le système monarchique. Déjà, au XVI^e siècle, on en prévoyait l'instauration en Amérique, au bénéfice de ceux qui devaient diriger les grandes entreprises de colonisation, mais c'est en 1627, avec l'établissement des Cent-Associés, que l'on commence à l'appliquer d'une façon systématique à la distribution du sol. Seigneurs de la Nouvelle-France, les Cent-Associés sont à la recherche de "personnes de condition" qui collaborent à l'oeuvre de colonisation et à qui, pour en exciter le zèle, on distribuera la terre "avec quelque titre d'honneur". Ces collaborateurs des Cent-Associés et par la suite, les autres seigneurs qui seront institués par l'État ou par d'autres seigneurs (lorsque ceux-ci accordent une partie de leur seigneurie en arrière-fief), deviendront eux aussi des entrepreneurs chargés de recruter des habitants pour le pays et de les installer sur la terre seigneuriale. En débarrassant ce régime des abus qui lui étaient devenus traditionnels (comme l'arbitraire) et en l'adaptant aux conditions de l'Amérique, la France a fait du régime seigneurial canadien un système que l'on peut résumer comme suit: accorder à des entrepreneurs qu'on appellera *seigneurs*, une portion plus ou moins grande de terre pour y établir des habitants, en fixant d'avance et d'une façon précise des droits et devoirs réciproques dont l'État se réserve la surveillance minutieuse.

II. Le cadre seigneurial

A. Le souci géométrique

La forme géographique des terres concédées en seigneurie sera, dès l'installation du régime, imposée par la grande voie d'eau du Saint-Laurent. Le fleuve coupe le pays en deux, en coulant du sud-ouest au nord-est: le fleuve servira donc de front aux seigneuries qui s'établiront d'abord sur les deux rives; et afin que plus de seigneurs aient accès au fleuve, les seigneuries seront étroites, en principe, mais leur profondeur pourra, sans inconvénient, plonger bien avant dans l'intérieur des terres. Enfin, comme on cherche à établir dans ce pays neuf une régularité géométrique, les seigneuries auront leur profondeur orientée dans la même direction: puisque le front a une orientation sud-ouest nord-est (celle même du

fleuve), on tirera deux lignes parallèles perpendiculaires à ce front, de sorte que les seigneuries se présenteront comme des rectangles étroits orientés dans la direction nord-ouest sud-est. L'application de cette forme géographique est déjà visible en 1641, dans la carte de Jean Bourdon; et encore aujourd'hui, dans la cartographie de la province de Québec, il reste bien des traces de cette géométrie seigneuriale: en 1791, lorsqu'on a tiré les frontières des comtés, on s'est basé sur les frontières des seigneuries, et les actuels comtés de Montcalm, de Joliette et de Berthier, par exemple, doivent leur orientation nord-ouest sud-est au régime seigneurial.



Certes bien des seigneuries échappent à cette grande géométrie; les accidents géographiques imposent des exceptions: les grandes îles (île d'Orléans et îles montréalaises) restent en dehors de ce grand plan; la rivière des Outaouais et la rivière Richelieu ont imposé une orientation différente; il en est de même du lac Champlain et de la Nouvelle-Beauce. Toutes les seigneuries ne sont pas non plus des rectangles étroits; le long du fleuve, il en est un bon nombre qui sont carrées. Les exceptions les plus fréquentes se rencontrent derrière les seigneuries riveraines, à l'intérieur des

terres: là il a fallu tenir compte de la montagne ou de ce qui restait de bon à concéder; les seigneuries prennent alors diverses formes, depuis le trapèze élané (c'est le cas de Saint-Gabriel, près de Québec) jusqu'au triangle fort mal dessiné de Bourgmarie (en arrière de Sorel); ou bien on a une seigneurie tout à fait informe, comme celle de Pierreville (dans les profondeurs de Saint-François-du-Lac). Mais ce ne sont là que des exceptions; dans l'ensemble, la géométrie seigneuriale est faite de rectangles étroits qui suivent l'orientation nord-ouest sud-est.

Le souci géométrique ne s'arrête pas au cadre général, il se manifeste jusque dans le détail de la seigneurie. On tirera, à l'intérieur de la seigneurie, des bandes parallèles aux frontières du fief et, pour que plus d'habitants aient accès à la rivière, ces bandes seront étroites mais profondes; de sorte que, dans la seigneurie nous trouverons, en petit, la grande géométrie seigneuriale du pays. On obtient ainsi, au coeur de la vallée, une infinité de petites bandes parallèles qui courent du nord-ouest au sud-est; régularité géométrique qui, en plus d'assurer ce grand ordre qu'on cherche, permet à plus de monde d'utiliser les bienfaits du fleuve.

B. Le partage rationnel de la terre

Le pays se découpe en bandes parallèles, mais ces bandes n'ont pas toutes la même largeur; la Compagnie des Cent-Associés et ensuite l'État n'ont pas concédé à chacun des seigneurs la même étendue: on a tenu compte de la puissance d'exploitation de l'entrepreneur ou de son mérite. Les très grandes seigneuries sont rares; nous connaissons la côte de Beaupré, l'île de Montréal, la seigneurie de Batiscan et celle du Cap-de-la-Madeleine (elles pénètrent jusqu'à vingt lieues à l'intérieur des terres et sont ainsi les plus profondes de tout le pays), et la seigneurie de Lauzon qui couvre une superficie de trente-six lieues; toutes ces vastes seigneuries ont été concédées dans la première moitié du dix-septième siècle, à une époque où le régime seigneurial n'avait pas encore pris sa forme définitive. À partir de 1695, le roi ordonne que l'on concède des domaines beaucoup moins vastes. Dans la suite, les très grandes seigneuries sont des cas absolument exceptionnels: Beauharnois en 1729, Saint-Armand et Saint-Hyacinthe en 1748, Rioux en 1751. Assez généralement, on donne une superficie de deux, quatre ou six lieues, ce qui produit un nombre très élevé de seigneurs et, par conséquent, un nombre très élevé de colonisateurs responsables vis-à-vis l'État.

Partage rationnel pour éviter que le pays se subdivise en d'immenses domaines; partage rationnel aussi pour que la terre ne soit pas le lot exclusif des grandes puissances. Sur 7,985,470 acres de terre qui ont été concédées sous le régime français, on a coutume d'écrire que le quart a été accordé à

l'Église. Assurément, si l'on groupe sous le titre *Eglise* toutes les concessions qui ont été faites aux communautés religieuses, on atteint la proportion de 26.3%, ce qui laisse à l'ensemble des laïques une proportion tout de même imposante de 73.7%. Cependant, rattacher ce 26.3% des terres à l'Église come telle, c'est donner une fausse vision des choses. Sous le régime français, les communautés religieuses ont reçu de l'État un mandat social: mandat d'éducation et mandat d'hospitalisation; dans le domaine de l'instruction comme dans le domaine de l'assistance sociale, elles suppléent à l'État et, pour ce faire, elles ont besoin de terres parce que les gratifications du Domaine du roi ne suffisent pas. A Québec, les Ursulines font oeuvre d'éducation (et elles enseignent gratuitement aux externes): elles détiennent 2.1% des terres; l'Hôtel-Dieu reçoit les malades: il a 0.2%; l'Hôpital Général sert d'hospice pour les vieillards et pour les aliénés: il n'a, pour ainsi dire, rien reçu en concessions de l'État, ce qu'il possède il l'a reçu en don de particuliers ou il l'a acheté. Aux Trois-Rivières, les Ursulines s'occupent en même temps de l'éducation des filles et de l'hospitalisation: on leur a donné 0.5%. A Montréal, l'Hôpital Général joue le même rôle que celui de Québec: les Soeurs Grises ont reçu une proportion de 0.5%; l'Hôtel-Dieu qui assure l'hospitalisation des malades, n'a reçu de l'État qu'une fraction infinitésimale des terres. Il faut en dire autant des Récollets. D'autres communautés possèdent beaucoup plus: les Sulpiciens venus ici pour l'évangélisation et l'enseignement, 3.1%; l'évêque et le Séminaire de Québec qui assurent la survivance de l'Eglise, 8.7%; enfin, les Jésuites qui ont à soutenir l'unique collège classique de la Nouvelle-France et en même temps leurs missions, 11.2%. Ce qui, pour les terres concédées, donne le tableau suivant:

Hôpital Général de Québec	fraction infinitésimale
Hôtel-Dieu de Montréal	fraction infinitésimale
Récollets	fraction infinitésimale
Hôtel-Dieu de Québec	0.2%
Hôpital Général de Montréal	0.5%
Ursulines des Trois-Rivières	0.5%
Ursulines de Québec	2.1%
Sulpiciens	3.1%
Evêque et Séminaire de Québec	8.7%
Jésuites et Collège des Jésuites	11.2%
Ensemble des laïques	73.7%

Si l'on tient compte des services sociaux que les communautés ont à remplir, il faut admettre que la proportion des terres que l'État leur a concédées demeure une proportion équitable. Remarquons ici que les concessions importantes ont lieu au dix-septième siècle, au moment où la société s'établit; dès que cette société a pris un certain développement,

c'est-à-dire au dix-huitième siècle, l'État adopte une politique rigoureuse: celle de ne plus concéder de terres aux communautés religieuses, et les rares exceptions ne reçoivent plus que des grenailles. Il fallait un partage rationnel de la terre.

C. Extension de la géographie seigneuriale

Au tout début du régime, les seigneuries s'établissent seulement autour des centres d'habitation: Québec, les Trois-Rivières et Montréal; elles ne couvrent qu'une superficie restreinte et parsemée sur la rive nord du fleuve. Il restait ainsi de grands vides que les guerres iroquoises ou la faiblesse de l'immigration empêchaient de combler. De 1623 à 1653, on ne concède que quarante-six seigneuries en fief; dans les dix ans qui suivent, on n'en concède que vingt-cinq. A partir de 1663, une fois la Nouvelle-France réorganisée sur des bases nouvelles, les vides vont se remplir à un rythme accéléré et nous entrons dans la grande période du développement.

C'est l'année 1672 qui marque la plus grande étape de progrès: l'État concède, cette même année, un total de quarante-six seigneuries, dont dix dans la seule vallée du Richelieu. On peut dire qu'en 1672, l'occupation des deux rives du fleuve par les seigneuries, se trouve à peu près complète; le couloir du Richelieu, route d'invasion des Iroquois, est désormais peuplé par des seigneurs, anciens militaires du régiment Carignan-Salières.

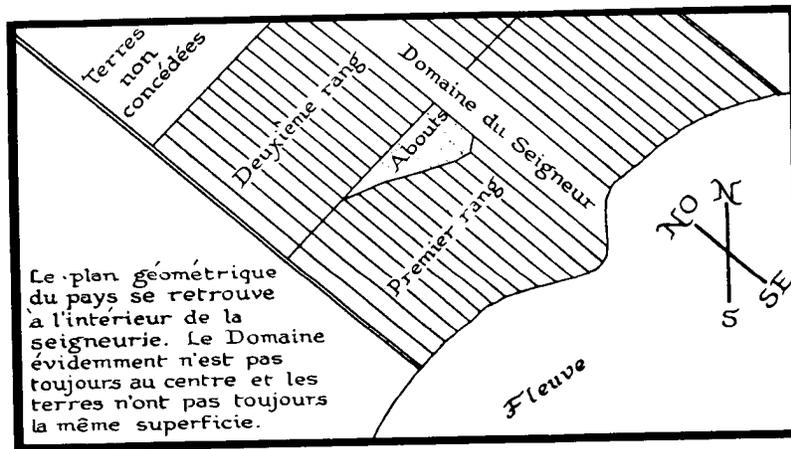
La géographie seigneuriale continue de s'étendre. De 1673 à 1732, en soixante ans, quatre-vingt-dix seigneuries s'ajoutent aux précédentes. Les sept années qui suivent marquent pour le régime seigneurial un grand progrès: en ces sept ans, on concède vingt-huit seigneuries. C'est au cours de cette période que le peuplement envahit la Beauce et que, surtout, l'on distribue la région du lac Champlain; dans cette dernière partie, l'occupation devenait urgente si l'on ne voulait pas être devancé par les colonies anglaises. Dans les vingt dernières années du régime français, la géographie seigneuriale ne fait guère de progrès; après avoir réuni au Domaine une vingtaine de concessions qui n'avaient pas été exploitées, l'État fait une vingtaine de nouvelles concessions. Au moment de la dernière invasion anglaise, les seigneuries couvrent d'une façon continue toute la rive nord du Saint-Laurent depuis la Malbaie jusqu'au triangle Vaudreuil-Soulanges inclusivement; sur la rive sud, il y a un front continu de seigneuries depuis Beauharnois jusque vers l'actuelle Pointe-au-Père; presque toute la région du lac Champlain est concédée. A part quelques cas particuliers sans importance, la géographie seigneuriale cesse alors de s'étendre.

D. Description de la seigneurie

Avant de voir les conditions dans lesquelles s'applique ce régime seigneurial, visitons d'abord une seigneurie, que nous situons imaginaire-

ment quelque part sur une rive du Saint-Laurent. La première partie à remarquer est le domaine personnel du seigneur. Le seigneur n'a pas le droit de garder la seigneurie pour lui-même, mais seulement une portion qu'on appelle *réserve* ou *domaine direct* (parce qu'il l'occupe et l'exploite lui-même) ou, plus couramment *domaine*; lorsqu'on écrit d'un seigneur qu'il réunit à son domaine une terre déjà concédée et dont le titulaire n'a pas été fidèle à ses engagements, il s'agit du domaine indirect, c'est-à-dire l'ensemble des terres que le seigneur est tenu de concéder. La loi de 1854 ne touchera pas à la réserve ou domaine direct: c'est ainsi que le Séminaire de Québec continue de posséder et d'exploiter, sur la côte de Beaupré, la portion de terre qu'il s'était fixée pour réserve ou domaine direct. Cette réserve varie d'un seigneur à l'autre, selon l'étendue du fief lui-même: par exemple, le seigneur de Champlain se réserve un domaine de cinq arpents de front par une lieue de profondeur, alors que la seigneurie couvre cent vingt-six arpents de front par quatre lieues de profondeur; le seigneur de Port-Joly possède un fief de cent soixante-huit arpents de front par deux lieues de profondeur: son domaine personnel couvre douze arpents de front par deux lieues de profondeur.

Notons ensuite la terre de la Fabrique, sur laquelle on construit l'église et le presbytère: cette terre est d'ordinaire concédée en main-morte par le seigneur, assez souvent il la donne à même son domaine personnel parce qu'il a intérêt à avoir l'église le plus près possible de son manoir. D'ordinaire, il y a aussi une commune, terrain concédé à l'ensemble des



habitants du premier rang ou même de toute la seigneurie pour y faire paître leurs bestiaux: en retour, ces habitants paient une redevance et se chargent de défricher le terrain et de l'enclorre. Il faut se garder d'assimiler

cette commune canadienne à la commune française et aux biens communaux: c'est ici une terre concédée par le seigneur à une date et à des conditions précises; si les usagers de la commune ne respectent pas l'entente survenue entre eux et le seigneur, celui-ci peut, comme à l'égard de toute terre qu'il a concédée, réunir la commune à son domaine indirect.

Quant aux terres concédées, elles sont orientées exactement comme la seigneurie et, pour que plus d'habitants aient accès à l'eau elles sont plus étroites que longues. Leur étendue varie avec la capacité d'exploitation de l'habitant, mais on peut dire qu'en moyenne la terre concédée mesure trois arpents de front par trente arpents de profondeur. Bien que le front du premier rang, par conséquent aussi la profondeur, suive les sinuosités du fleuve, on tire quand même une ligne droite pour tracer le front du deuxième rang afin de retrouver le bel ordre géométrique; les portions de terre qui restent, sous le nom d'abouts, sont concédées aux censitaires du premier rang à titre d'augmentation. Le premier rang concédé, le seigneur établit le deuxième rang et ainsi de suite. Les terres qui ne sont pas encore concédées doivent demeurer intactes: il est défendu d'aller y couper du bois, il est même défendu d'y entailler les érables. Il est surtout interdit de vendre ces terres en bois debout: la seigneurie a été accordée au titulaire pour qu'il concède des terres (d'abord les terres neuves) et non pour qu'il se livre à la spéculation.

Dès 1633, au moins, les Cent-Associés ont eu le souci de garder libres de toute structure seigneuriale les espaces nécessaires à la vie urbaine et à la sécurité militaire; c'est ainsi qu'ils ont voulu l'établissement de la banlieue, c'est-à-dire une étendue d'une lieue à la ronde dont l'administration relèverait directement des autorités supérieures du pays. La ville de Montréal a échappé à cette règle de la banlieue, toute l'île étant sous domination seigneuriale; alors que la ville des Trois-Rivières ne compte pas une seule seigneurie, les environs immédiats sont surtout constitués de terres seigneuriales; on peut dire que la règle n'a guère été appliquée qu'à Québec et seulement sur le Cap-aux-Diamants, depuis le fief Sault-au-Matlot (dont la concession est antérieure aux Cent-Associés) jusqu'à la châtellenie de Coulonge: et même là, on a fait exception pour quelques petites seigneuries.

Quant aux villages, des seigneurs prennent très tôt l'initiative d'en établir à l'intérieur de leurs fiefs, pour y loger surtout les gens de métiers, dont les services sont essentiels à toute communauté. A partir de 1654, là où il avait dressé une enceinte pour la protection des habitants, le seigneur de Beauport concède de petits terrains à bâtir, dits *emplacements*, dans des conditions analogues à celles des terres en censive; les premiers emplacements du Château-Richer, dans la seigneurie de la Compagnie de Beaupré sont de 1657; vers la même époque, des actes de concession dans

l'arrière-fief Beaulieu, font allusion à un début de village, sur la pointe sud-ouest de l'île d'Orléans; et les Jésuites en ont commencé un autre dans leur seigneurie du Cap-de-la-Madeleine; en 1667, Jean Talon commence ses trois célèbres villages en étoile dans sa seigneurie des Islets. Toutefois, l'institution du village n'aura jamais sous le régime français le caractère ni l'importance qu'elle avait alors en France: diverses raisons ont pu retarder le développement des villages, dont l'interdiction faite aux habitants de se construire sur un terrain qui n'eût pas une superficie minimale d'un arpent et demi sur trente.

III. Les droits du seigneur

La "personne de condition", dont on veut faire un collaborateur à l'oeuvre de peuplement, reçoit une terre plus ou moins grande, avec un "titre d'honneur". Cette terre, dite *fief*, parce qu'elle est soumise, selon la coutume féodale, à la "foi et hommage", peut être un *fief de dignité* (duché, marquisat, comté, vicomté, baronnie, châellenie), fief de dignité qui ne peut être détenu que par un noble; ou ce peut être un fief dit *fief noble* (par opposition à la roture), qui n'est pas réservé exclusivement à la noblesse, mais qui n'anoblit pas pour autant son propriétaire: c'est celui qu'on désigne par *fief et seigneurie*, le plus commun en Nouvelle-France. Nos seigneurs, s'ils sont nobles, ne le doivent pas à la possession de leur seigneurie, mais à la naissance ou à des lettres de noblesse; détenues presque uniquement par des nobles en 1663, les seigneuries de la Nouvelle-France sont, pour la plupart, en 1763, entre les mains de roturiers.

Le seigneur jouit de droits honorifiques et de droits onéreux, les uns et les autres fondés sur des titres (car, au XVIIe siècle, on ne reconnaît plus aucune servitude qui ne s'appuie sur un titre) et exercés sous la surveillance de l'État.

A. Les droits honorifiques

Dans une société où l'honneur était la récompense la plus fréquente, il convenait d'en accorder le plus possible au seigneur: on lui rend donc des honneurs ecclésiastiques et des honneurs civils.

Comme la vie sociale, dans une seigneurie, est pour ainsi dire toute centrée sur l'église, la plupart des honneurs que reçoit le seigneur sont des honneurs ecclésiastiques. Il a dans l'église un banc gratuit, à l'endroit le plus honorable, donc au premier rang du côté droit, ce banc a le double de la profondeur des bancs ordinaires. On prie nommément pour lui et pour sa famille aux prières du prône. Il a préséance sur le peuple: après les marguilliers, ou même avant en certains cas, il se fait asperger, il reçoit le pain bénit, les cierges de la Chandeleur, les cendres et les rameaux. Dans les processions, il vient le premier derrière le curé. Il a droit à l'inhumation dans l'église, plus exactement sous le banc seigneurial. Notons encore ici

que l'intendant voit constamment à ce que le seigneur jouisse de ses honneurs ecclésiastiques et, en même temps, à ce qu'il n'exige pas au-delà de ses droits.

A ces honneurs s'ajoutent les honneurs civils. Si le seigneur a concédé des arrière-fiefs, il reçoit des titulaires, la foi et hommage, mais peu de seigneurs sont dans ce cas. La plupart doivent se contenter des honneurs civils que leur rendent les censitaires. Ceux-ci plantent le *mai* devant le manoir seigneurial: c'est un sapin ébranché auquel on n'a laissé que le bouquet: sa plantation, le 1er mai, donne lieu à de grandes réjouissances. Classons aussi parmi ces honneurs civils le *cens*, par lequel le titulaire d'une terre, dit *censitaire*, reconnaît que le seigneur qui lui a concédé (et non donné) cette terre, en est toujours le propriétaire éminent; c'est pourquoi, le droit éminent de propriété des terres en censive appartenant au seigneur, il faut éviter de qualifier les censitaires de propriétaires. Le taux de ce cens est d'un ou deux sols par arpent de front; comme les terres concédées n'ont d'ordinaire que deux ou trois arpents de front, le censitaire n'avait donc à verser pour le cens que deux, quatre ou six sols par année: c'est vraiment un impôt symbolique.

Ajoutons enfin que, lorsqu'il faut partager l'héritage, la seigneurie jouit de conditions particulières: alors qu'une terre en censive doit être divisée à parts égales entre les enfants (garçons et filles), le fils aîné a droit à la moitié de la seigneurie, s'il y a plusieurs enfants (ceux-ci partageant l'autre moitié à parts égales); s'il n'y a que deux enfants, l'aîné a droit aux deux tiers.

B. Les droits onéreux

Les droits de seigneur, dits *onéreux* parce que lucratifs, sont aussi sous la surveillance de l'État et le seigneur n'est pas libre de les augmenter; il ne peut non plus se donner des droits qui n'ont pas été prévus par le contrat de concession: la Coutume de Paris n'admet aucune servitude sans titre, et c'est un principe que les autorités ne perdent pas de vue.

En tête de ces droits onéreux viennent les *rentes*. Déterminées d'avance dans le contrat de concession, le seigneur n'est pas libre de les augmenter quand il veut. D'une façon assez générale, elles sont de vingt sols par arpent de front, ce qui, pour une terre moyenne (disons trois arpents de front), fait une somme de soixante sols par année (ou en argent d'aujourd'hui, environ \$3.00)¹ pour une terre reçue gratuitement. Ces rentes peuvent varier d'une

1. En comparant le pouvoir d'achat du dollar de 1952 à celui de la livre de 1741 et de 1761, nous pouvons conclure (mais il s'agit d'une approximation grossière) que la livre vaut notre dollar et que, par conséquent, le sol équivaut, en somme, à notre pièce de 5 cents.

seigneurie à l'autre; par exemple: aux Éboulements, elles sont de dix sols, plus la moitié d'un chapon par arpent de front; dans La Durantaye, de six livres (environ \$6.00) par an, mais, en aucun cas, elles ne peuvent être autres que celles du contrat de concession.

Le seigneur jouit aussi du droit de *lods et ventes*. De même que l'acquéreur d'une seigneurie doit verser à l'État l'impôt du quint, de même l'acquéreur d'une terre doit remettre au seigneur les lods et ventes: celui donc qui achète la terre d'un censitaire se voit imposer une taxe qui est d'ordinaire le douzième de la valeur de cette terre. Comme le quint, les lods et ventes ont pour but de rendre plus difficile la mutation des terres, car le sol a été donné au censitaire non pour spéculer, mais pour en faire l'exploitation. A ces lods et ventes se rattache le *droit de retrait*: si un censitaire vend son domaine à un prix trop bas, ce sera au préjudice des lods et ventes; le seigneur peut donc, dans les quarante jours, se porter acquéreur en acquittant lui-même le prix d'achat.

Le seigneur d'avant l'époque moderne, s'était réservé diverses sources de revenus sur ce qui, à l'intérieur de sa seigneurie, était de bon rapport (moulin à farine, four à pain, vente du vin, bois de chauffage, chasse et pêche): ces monopoles avaient pris le nom de *banalités*, du mot *ban* qui signifie pouvoir de commander. Le seigneur jouit aussi en Nouvelle-France d'un certain nombre de banalités. La construction et l'exploitation d'un moulin à farine lui appartiennent exclusivement, et il perçoit un *droit de mouture*: chaque fois qu'un censitaire vient faire moudre ses grains au moulin banal (et il est tenu d'y aller), il doit y laisser le quatorzième minot; cette recette permet au moins de défrayer l'entretien du moulin et les services du meunier.

D'autres droits onéreux viennent parfois s'ajouter à ces précédents. Le seigneur a pu, pendant un certain temps, se réserver le *droit de couper son bois* de construction et même son bois de chauffage dans les boisés de ses censitaires. Ici encore, l'État intervient pour limiter ce droit à un arpent par habitation de soixante, mais l'État finit par trouver odieux ce droit de coupe et ne permet plus de l'insérer dans les nouveaux contrats. Le seigneur peut *se réserver la pêche* sur la devanture des terres concédées: si un censitaire veut faire la pêche, le seigneur peut exiger, selon le contrat, quatre barriques d'anguilles par an, le dixième des marsouins, le vingtième ou même le onzième poisson. Si le seigneur accorde une commune où les habitants feront paître leurs bestiaux, il peut réclamer une *redevance de commune*: à Boucherville, par exemple, cette redevance était de sept livres (ou environ \$7.00 de nos jours) et d'un demi-quart de minot de blé par an.

Enfin, le seigneur peut *réunir à la seigneurie* une terre concédée qui n'a pas été exploitée, mais cette réunion ne peut se faire que sur l'intervention de l'intendant.²

Le seigneur impose des *corvées*. Sur ces corvées, on a écrit bien des exagérations, sans doute parce que, confondant le régime seigneurial de la Nouvelle-France avec la féodalité on a pensé que le censitaire était corvéable à merci. Ici le nombre des jours de corvée est exactement prévu dans le contrat de concession, et ce nombre est très limité. Il est de trois jours par année, de quatre au plus; les censitaires font une journée de corvée à l'époque des semailles, une deuxième dans le temps des foins, une troisième au moment de la récolte, un quatrième (si cette dernière est prévue dans le contrat) aux travaux des guérets. Le censitaire reste toujours libre de s'en dispenser moyennant quarante sols par jour de corvée (environ \$2.00 de nos jours). Trois ou quatre jours de corvée par an n'ont rien d'excessif pour l'époque, et nous avons vu plus haut que, lorsqu'il s'agit de corvée de voirie, le seigneur est corvéable comme tout le monde.

En somme, en ne tenant compte que des droits onéreux généralement en vigueur dans les seigneuries, nous pouvons calculer que le censitaire, détenteur d'une terre moyenne de trois arpents par quarante, est soumis aux droits suivants:

cens	6 sols ou environ \$0.30 de notre monnaie;
rentes	60 sols ou environ \$3.00;
droit de mouture	14 minots de blé environ sur 200 minots;
corvée	3 jours par an.

En évaluant le minot de blé à quatre livres et la journée de corvée à deux livres, nous arrivons au total de soixante-cinq livres six sols que le censitaire doit verser chaque année au seigneur, soit un montant d'environ \$65.30 de nos jours: en retour de ce montant le censitaire jouit d'une terre de trois arpents par quarante, il fait moudre son blé et il profite de toute la sécurité qui lui procure la société seigneuriale.

2. En vertu de la Coutume de Paris, le seigneur pouvait exercer un autre droit, celui du four banal: les censitaires devaient y aller faire cuire leur pain et acquitter le droit de fournage, c'est-à-dire remettre au seigneur le vingt-quatrième pain; mais la banalité de four n'a pas été en vigueur en Nouvelle-France. Quand l'intendant Raudot en demande l'abolition, c'est qu'il craint que les seigneurs viennent à l'exiger un jour ou l'autre.

IV. Les devoirs du seigneur

La seigneurie n'est pas un pur don de l'État pour récompenser un individu, elle n'est pas donnée au seigneur pour le plaisir d'en faire un grand propriétaire terrien: celui qui devient seigneur, devient entrepreneur en peuplement et toute une série de devoirs ont été prévus pour lui.³

A. Les devoirs du seigneur envers l'État

Le seigneur est lié étroitement envers l'État et le premier devoir du seigneur, en prenant possession de son fief, est de faire *acte de foi et hommage*; il se rend au château du Gouverneur et là, par-devant l'intendant, il se découvre, enlève ses armes, met genou en terre et se déclare vassal du roi. Par cet acte officiel, dont le rite tient de la féodalité, l'État n'entend pas seulement que le seigneur se déclare fidèle sujet, mais que surtout il s'engage d'une façon solennelle à remplir toutes ses obligations de seigneur.

Ensuite, comme la terre lui a été accordée pour fins de peuplement, le seigneur est tenu, à la demande de l'intendant, de présenter un *aveu et dénombrement* de sa seigneurie. Cet aveu et dénombrement, précédé de la déclaration des titres, contient la description de chacune des terres qu'il a concédées, description qui donne les noms des censitaires, l'étendue de ce qui est en culture et les sommes à verser pour cens et rentes. Bref, le seigneur est soumis à une enquête minutieuse de l'État.

Il s'engage, de plus, à *réserver au roi le bois de chêne* qui se trouve dans la seigneurie; ce précieux bois de chêne servira à la construction des navires; quand le seigneur en découvre, il en avertit l'État et il ne peut en couper un seul pour la vente avant que les "charpentiers du roi" n'aient fait leur visite. Il s'engage aussi à *réserver au roi les mines et minerais*: le fonds appartient au seigneur, mais le tréfonds est au roi.

Enfin, la transmission des seigneuries, autrement qu'en ligne directe, est soumise au *droit de quint*: celui qui achète le fief d'un seigneur est tenu d'acquitter une taxe de vente qui équivaut au cinquième de la valeur du fief; cette taxe est payable à l'État par l'acheteur et non, comme on l'a écrit ici et là, par le vendeur. Elle a pour but, non seulement de rendre plus difficile la

3. Il arrive qu'une seigneurie soit accordée sans que le titulaire soit lié par aucun devoir envers l'État, celui-ci n'exigeant tout au plus qu'un dénombrement des censitaires tous les vingt ans; une terre, à laquelle n'est attaché aucun titre seigneurial, peut aussi être accordée dans les mêmes conditions; c'est la concession en *franc-alleu*, et le titulaire est alors dit *alleutier*. Le franc-alleu n'a été ici accordé qu'à des communautés religieuses, d'où la qualification de *franche-aumône*.

spéculation, mais surtout de rendre plus rares les ventes de seigneuries; celui qui veut acheter une seigneurie qui vaut 10,000 livres, se sentira sans doute plus gêné s'il doit ajouter en sus 2,000 livres pour la taxe. Le fief a été concédé au seigneur pour qu'il le peuple et non pour en faire commerce.

B. Les devoirs du seigneur envers les censitaires

Le seigneur est donc lié envers l'État: par-devant l'intendant, il s'engage solennellement à remplir ses obligations; il est tenu de prouver qu'il établit une population dans son fief; il doit réserver au roi le bois de chêne et les mines et minerais; s'il veut spéculer sur la seigneurie, l'acquéreur éventuel aura à faire face au droit de quint. Les devoirs du seigneur ne se limitent pas là; il reste toute une série de devoirs envers les censitaires.

Le premier de ces devoirs est de *tenir feu et lieu* dans la seigneurie, c'est-à-dire y posséder un manoir habité. Cela ne signifie pas que le seigneur doive habiter là toute l'année, il suffit que le manoir soit habité par quelqu'un de responsable. Dans ce système, les censitaires sont censés avoir besoin d'une présence responsable, celui qui établit une population sur un coin de terre doit se trouver présent par lui-même ou autrement; d'ailleurs, les censitaires ne sont tenus d'acquitter leurs cens et rentes qu'au manoir et non en un autre endroit.

Le second devoir est celui de *concéder des terres*: défense de vendre des terres en bois debout si elles n'ont pas été d'abord concédées, obligation pour le seigneur de faire occuper le sol de son fief par des habitants. Ce devoir est même la raison d'être de tout le système. Si un candidat demande une terre, le seigneur ne peut refuser sans raison suffisante; il délivre donc d'abord un billet de concession, titre temporaire qui va permettre au candidat de faire ses preuves; plus tard, le candidat obtiendra un contrat de concession en bonne et due forme. Le seigneur refuse-t-il sans raison suffisante ou sans raison aucune, le candidat a recours à l'intendant et celui-ci peut suppléer à la mauvaise volonté du seigneur en concédant la terre demandée. Le seigneur néglige-t-il, d'une façon générale, de concéder des terres, son fief peut être réuni au Domaine. Louis XIV, par ses arrêts de Marly, en 1711, rappelle aux autorités coloniales qu'on devra supprimer toute seigneurie dont on aura négligé l'exploitation. Et cela n'a pas été une vaine menace; on connaît un grand nombre de ces seigneurs qui ont perdu leurs titres: dans la seule année 1741, dix-huit seigneuries ont été ainsi supprimées.

Le seigneur a un troisième devoir envers ces censitaires, celui de *construire et d'entretenir un moulin à blé* pour les besoins de ses gens. Le seigneur néglige-t-il de remplir ce devoir, l'État intervient encore pour l'y contraindre; si le seigneur n'en fait rien, l'État autorise un censitaire à

construire ce moulin et à percevoir pour lui-même les droits de mouture; ou encore l'État fait construire le moulin en lui appliquant les rentes que le seigneur se fait tout simplement confisquer. De plus, si le seigneur jouit du droit de justice (c'était le plus souvent la moyenne et basse justice), il est tenu d'établir *une cour seigneuriale* et d'en payer les officiers.

Enfin, notons que dans le domaine des charges publiques, le seigneur est mis exactement sur le pied des censitaires; il doit *contribuer aux cotisations* de l'église et du presbytère; si l'intendant ordonne une corvée de voirie, le seigneur est tenu de *travailler* aux chemins tout comme un simple censitaire, et c'est le capitaine de milice (un de ses censitaires) qui voit à l'exécution de cette corvée.

V. Les droits et devoirs du censitaire

Les droits du censitaire sont indentiques aux devoirs du seigneur: le manoir habité, la concession des terres, le moulin à blé, le tribunal de justice et la contribution du seigneur aux cotisations sont autant d'avantages que le possesseur du fief est tenu d'assurer à ses gens et que ceux-ci peuvent réclamer de l'intendant si le seigneur manque à ses devoirs. A son tour, le censitaire est lié par des devoirs: il doit tenir feu et lieu sur sa terre, il doit acquitter ses redevances en allant lui-même les porter au manoir, d'ordinaire à la Saint-Martin (11 novembre); il doit montrer ses titres sur demande, défricher sa terre, donner le découvert à ses voisins, souffrir les chemins qui sont nécessaires à la communauté; s'il achète une terre, il doit payer au seigneur les lods et ventes. De même que les droits de censitaires sont assurés par des sanctions de l'État, de même aussi leurs devoirs: si le censitaire ne tient pas feu et lieu, sa terre peut être réunie à la seigneurie: de 1727 à 1730, l'intendant Hocquart a réuni plus de deux cents de ces terres; s'il ne paie pas ses redevances, le censitaire peut subir une saisie dans ses biens et même se faire enlever sa terre. Dans chacun de ces cas, cependant, l'intervention de l'intendant est nécessaire: elle a pour effet de modérer un seigneur trop pressant ou de vaincre l'entêtement d'un censitaire récalcitrant; elle protège les uns contre les autres.

VI. Caractères de ce système

A. Le régime seigneurial n'est pas de la féodalité

Le régime seigneurial que l'on instaure en Nouvelle-France au XVII^e siècle, n'est pas de la féodalité. En France, certes, le régime seigneurial, constitué bien avant la féodalité et ayant d'abord subsisté longtemps comme une cellule économique, avait été intégré par la féodalité qui l'avait transformé en un groupe militaire de commandement; de cellule économique, la seigneurie était devenue une cellule militaire: c'est à cette époque

de la féodalité que le régime seigneurial se recouvre des rites et du vocabulaire féodaux; toutefois, après la disparition de la féodalité, le régime seigneurial redevient un système de rentes foncières, une entreprise économique, mais il demeure habillé à la féodale; mis à part ces oripeaux, le régime seigneurial n'a rien de commun avec la féodalité.

En vertu de ce régime, en effet, un individu reçoit une large portion de terre avec le titre de seigneur, mais c'est à la condition expresse de concéder des terres à ceux qui en demandent. L'État a prévu pour lui toute une série de devoirs et de droits dont les limites sont minutieusement tracées; dans ce système, rien n'est laissé aux caprices ni des seigneurs ni des censitaires. Tout ce que le seigneur peut exiger, est réglementé d'avance par l'État, et tout ce que le censitaire doit accepter est inscrit, au préalable, dans un contrat en bonne et due forme. La surveillance de l'État est constante: l'intendant intervient sans cesse pour voir à ce que les uns et les autres jouissent de leurs droits respectifs, et si les censitaires manquent à leurs devoirs, l'État impose sa contrainte; si le seigneur néglige ou refuse d'accomplir ses fonctions, l'État les accomplit à sa place et va même jusqu'à réduire le seigneur à l'état de censitaire par un simple décret de réunion au Domaine. Lié par contrat vis-à-vis l'État et lié aussi par contrat vis-à-vis les censitaires, le seigneur n'a absolument rien d'un seigneur féodal; cette société dans laquelle tout le monde est également protégé par l'État et dans laquelle tout le monde est mis sur le même pied quand il s'agit de servir l'État, n'est pas une société féodale.

B. L'entraide sociale établie en système

Dans cette vallée du Saint-Laurent, au dix-septième et au dix-huitième siècles, les relations avec l'extérieur étaient rares et hasardeuses; les communications intérieures elles-mêmes restaient lentes et difficiles; dans ce pays d'isolement et de saisons rigoureuses, le simple immigrant pouvait survivre plus facilement si la société lui offrait un système d'entraide. L'État crée donc le seigneur qui donnera la terre et qui, en retour de certains droits prévus par contrat, assurera son concours aux habitants. Le censitaire trouvera donc là où il s'installe, un manoir habité de sorte qu'il ne s'établisse pas dans un désert; il aura un moulin à blé à sa disposition; tout autour de lui, une société est établie ou prévue avec des cadres bien déterminés. A son tour, il aidera le seigneur en remplissant les devoirs requis et en faisant trois ou quatre jours de corvée par année. Et s'il faut répartir des charges paroissiales ou s'il faut travailler aux chemins publics, alors les uns et les autres, seigneurs et censitaires, se trouveront mis sur le même pied, chacun devra apporter sa contribution au bien commun.

Y eut-il, pour autant, autour du manoir, une vie et des traditions seigneuriales qui nous permettent de parler d'une société seigneuriale? Les

travaux de recherche n'en ont pas encore établi l'existence sous le régime français, ce qui ne doit pas, non plus, nous amener à conclure hâtivement qu'il n'y a pas eu de société seigneuriale: nous connaissons encore trop mal la société du régime français. Il reste qu'à la fin de ce régime, le seigneur ne semble plus être qu'un rentier du sol; quand un titulaire de seigneurie joue un rôle important dans la société, ce n'est pas d'ordinaire parce qu'il est seigneur; en effet, lorsque le chevalier de La Pause énumère les quatre Ordres qui, selon lui, composent le gouvernement du Canada, il ne mentionne même pas les seigneurs.

VII. L'oeuvre du régime seigneurial

A. Ce système a-t-il produit ce qu'on en attendait?

Si nous songeons seulement aux rives du Saint-Laurent, dans le petit Canada d'alors, nous constatons que le régime seigneurial a bien rempli la mission qu'on lui avait donnée: ces rives se sont humanisées et ceux qui descendaient le grand fleuve avaient l'impression de voyager à travers un village sans fin. Si, cependant, nous songeons à ce qui restait de terre à concéder et à exploiter, il y a de quoi être bien déçu: sur l'Outaouais, au-delà de la seigneurie de Rigaud, le peuplement est nul sous le régime français: il est nul aussi dans ce qui deviendra la riche région des Cantons de l'Est, alors que cette région aurait dû normalement être envahie, dès la première moitié du dix-huitième siècle; il est nul aussi dans le lac Champlain. Mais cet état de choses ne dépend pas strictement du régime seigneurial; sur l'Outaouais, l'État s'est opposé à un peuplement systématique, craignant que les habitants ne résistent pas aux tentations de la traite, et toute traite pratiquée sur cette grande route eût tout de suite fait concurrence à Montréal; sur le lac Champlain, la poussée seigneuriale est beaucoup trop tardive, elle se fait à l'époque où la Nouvelle-France entre définitivement en conflit, de ce côté, avec les colonies anglaises. Et puis, ce qui marque tout le régime français, c'est la pénurie d'hommes; certes, le régime seigneurial existait pour en faire venir, mais il était illusoire de penser que le régime seigneurial pourrait les faire venir: ce qui attire l'immigration, c'est le besoin de main-d'oeuvre; or, en Nouvelle-France, le commerce ne demande qu'une main-d'oeuvre restreinte: l'agriculture, n'ayant pas de débouchés extérieurs, continue de se pratiquer sur une toute petite échelle; la grande industrie qui aurait pu attirer beaucoup de monde, est prohibée.

B. Ce système a sauvé la nationalité canadienne-française

Le régime seigneurial n'a eu qu'un succès restreint en tant que système de peuplement, mais il a fait beaucoup plus que grouper des individus autour d'un seigneur sur les deux rives du Saint-Laurent: c'est lui qui a déterminé

les cadres de la nationalité canadienne-française, et c'est lui qui a assuré l'intégrité de la population. En effet, quand les Anglais sont devenus les maîtres du pays, ils n'ont pas été libres de le diviser à leur guise; il leur a fallu tenir compte de la géographie seigneuriale qui formait un tout compact: les seigneuries peuplées et mises en oeuvre ne pouvaient s'intégrer dans un monde soumis au "franc et commun socage" (méthode anglaise de distribution et de possession des terres); lorsqu'on a adopté au sud le quarante-cinquième degré et lorsqu'on a réservé au Bas-Canada la presqu'île Vaudreuil-Soulanges (au lieu de faire de l'Outaouais une frontière naturelle), on agissait ainsi parce que le peuplement seigneurial ne permettait pas de procéder autrement.

De plus, c'est le régime seigneurial, qui, pendant un siècle, a permis à la population canadienne-française de conserver son intégrité malgré le flot continu de l'immigration anglaise. Les villes (c'est-à-dire Québec et Montréal) mises à part parce que leur problème est autre, c'est le régime seigneurial qui a empêché les Anglais de se mêler systématiquement à la population française. Pour un Anglais, qu'est-ce que s'établir dans une seigneurie? S'il se fait concéder une terre, il devra s'engager à toute une série de devoirs honorifiques ou onéreux envers le seigneur, et cela répugnait tout à fait au sens démocratique et à l'esprit d'initiative de l'Anglais. S'il s'achète une seigneurie, il aura toute une série de devoirs à remplir au bénéfice des censitaires, devoirs dont il était déchargé dans le franc et commun socage. De sorte que, d'une façon générale, le monde seigneurial est resté fermé aux Anglais, tout simplement parce que les Anglais ne pouvaient s'adapter à un monde qui n'avait rien de commun avec le leur: ils se sont dirigés vers les *townships* pour s'y recréer une société bien à eux. Et nous remarquons que, jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, les Canadiens français répugnent à s'établir dans les *townships*, parce qu'ils n'y trouvent pas les avantages de la seigneurie: la grande enquête de 1821 auprès des habitants des seigneuries surpeuplées, l'établit sans aucune doute.

Il s'est donc développé deux mondes à l'intérieur du Bas-Canada: le monde des seigneuries auquel les Anglais répugnent à s'intégrer, et le monde des *townships* où les Canadiens français ne veulent pas aller (au moins jusqu'en 1821). Et ce phénomène s'est produit justement à l'époque des grandes tentatives d'assimilation. Supposons un instant que le régime seigneurial n'ait pas existé, il n'y aurait pas eu cette division du Québec en deux mondes et l'intégrité de la population aurait perdu son point essentiel de résistance. La paroisse ne pouvait, en elle-même, assurer cette intégrité, puisque le *parish* pouvait très bien subsister parallèlement à la paroisse française dans un même milieu. C'est le régime seigneurial qui a assuré l'intégrité de la population canadienne-française pendant le siècle qui a

suivi la cession du pays à l'Angleterre; c'est à lui, qu'à cette époque, les Canadiens français doivent leur survivance comme nationalité.

C. La décadence et la disparition du système

Le régime seigneurial, qui convenait en tout point à une société qui se forme, ne pouvait cependant durer indéfiniment. Il entre d'ailleurs en état de décadence dès la cession du pays à l'Angleterre. Ce qui assurait le bon fonctionnement de ce système, c'était la surveillance minutieuse et coercitive de l'État; or cette surveillance disparaît après la cession, les seigneurs n'accomplissent plus que les devoirs qui sont à leur convenance et ils ajoutent aux charges des censitaires, malgré les contrats de concession; les autorités anglaises, intéressées seulement au franc et commun socage, ne sentent pas le besoin d'intervenir. Et c'est ainsi que le régime seigneurial diminue de plus en plus son rendement et donne lieu, en certains endroits, à des abus propres à le décrier.

Cependant, ce n'est pas surtout le changement d'allégeance et l'absence de surveillance essentielle qui ont hâté la décadence du régime; ce ne sont pas les abus qui ont fait abolir le régime seigneurial: la cause en a été l'industrialisation rapide de la société. Le régime seigneurial n'était pas fait pour un monde industriel: la propriété d'un seigneur, qui s'étendait sur une ou plusieurs paroisses, les lods et ventes qui paralysaient la mutation des biens, le moulin banal qui réservait au seigneur toute mouture de grain (à une époque où le commerce de la farine prenait un grand essor), tout cela mettait trop d'entraves à l'industrialisation; le régime seigneurial, établi dans un monde qui débute, se trouvait désormais dépassé par le progrès. Son abolition n'est pas le fait des censitaires ruraux qui pouvaient encore profiter du régime; et même si, en cette occasion, des penseurs ont eu le loisir de développer leurs théories sur l'égalité naturelle de l'homme, son abolition n'est pas non plus le terme d'une campagne humanitaire ou philosophique qui se fût donné comme objectif la libération du peuple. L'abolition du régime s'imposait, parce qu'il ne pouvait plus subsister dans les conditions nouvelles du progrès économique.

Le 18 décembre 1854, une loi du Canada-Uni déclara que tout censitaire possédait désormais sa terre libre de cens, lods et ventes, droit de banalité, droit de retrait et autres; quant au seigneur, il ne pouvait plus exercer aucun droit onéreux ni prétendre à aucun droit honorifique; il n'y avait plus de seigneurs, il n'y avait plus de censitaires. Cependant, la loi de 1854 assurait aux seigneurs une indemnité pour la perte de tout droit lucratif: une Cour seigneuriale fut chargée d'établir un estimé, et le Gouvernement dut remettre ainsi aux seigneurs environ \$5,000,000; de plus, l'ex-seigneur demeurait propriétaire de son domaine personnel et des terres qui n'avaient pas encore été concédées. Restait le problème des terres déjà concédées et

occupées par les “habitants”. Comme ces terres avaient été jadis concédées et non données, il fut décidé que les “habitants” paieraient ce que l’on peut appeler, en somme, le prix d’achat de leurs terres; s’ils ne pouvaient ou ne voulaient pas l’acquitter tout de suite, ils devraient continuer de payer aux ex-seigneurs une redevance annuelle: les “rentes seigneuriales” faisaient place à des “rentes constituées”. En France, pour mettre fin à une ancienne forme de vie sociale, il avait fallu procéder par spoliations et verser beaucoup de sang; ici, par la loi de 1854, la révolution se fit de la façon la plus pacifique du monde comme aussi avec le plus grand souci d’équité: il coula un peu d’encre et beaucoup d’argent . . .

Or ces “rentes constituées” que les ex-censitaires payaient chaque année aux ex-seigneurs, marquaient un prolongement des anciennes servitudes, et l’on pouvait prévoir que, dans la plupart des cas, les ex-censitaires demeuraient indéfiniment les débiteurs de leurs ex-seigneurs: ce qui plaçait les “habitants” sur un pied d’infériorité vis-à-vis les cultivateurs des Cantons de l’Est et du Haut-Canada. En 1935 et en 1940, le Gouvernement de la Province de Québec légiféra pour faciliter et hâter le rachat des “rentes constituées”; les créances changèrent de mains: les “habitants” cessèrent d’être les débiteurs de leurs ex-seigneurs pour devenir les débiteurs des municipalités. Toutefois, encore aujourd’hui, plus d’un siècle après l’abolition du régime seigneurial, des hommes continuent, en vertu de contrats passés au XVIIe ou au XVIIIe siècle, de payer des rentes pour leur terre et, sur les reçus qu’on délivre à ces débiteurs, on continue, sous le poids de la tradition, à écrire: “pour rentes seigneuriales”.

Bibliographie

Sources

Les documents seigneuriaux, conservés aux Archives de la province de Québec, ont été inventoriés par P.-G. Roy, dans *Inventaire des concessions en fief et seigneurie, foies et hommages et aveux et dénombremments*, 6 vol. (Beauceville, *L'Eclaireur*, 1927-1929). Le Gouvernement a publié, en 1852, quatre volumes de *Pièces et documents relatifs à la tenure seigneuriale demandés par une adresse de l'Assemblée législative*, 1851. On trouvera aussi un choix de textes (dont la transcription cependant n'est pas toujours sûre) dans W.B. Munro, *Documents Relating to the Seigniorial Tenure in Canada, 1598-1854* (Toronto, 1908). Pour étudier le fonctionnement du régime ainsi que l'intervention constante de l'État, il faut consulter les trois volumes d'*Edits et ordonnances* publiés par le Gouvernement (Québec, 1854-1856).

Études

Parce qu'ils sont encore utiles sous bien des rapports, trois volumes méritent toujours d'être signalés à ceux qu'intéresse le régime seigneurial: W.B. Munro, *The Seigniorial System in Canada: A Study in French Colonial Policy* (Cambridge, Mass., 1907); D.A. Heneker, *The Seigniorial Regime in Canada* (Québec, 1927); Victor Morin, *Seigneurs et censitaires, castes disparues* (Montréal, les Editions des Dix, 1941). Des études de portée plus restreinte sont venues compléter ou corriger les précédentes: Guy Frégault, *Le régime seigneurial et l'expansion de la colonisation dans le bassin du Saint-Laurent au dix-huitième siècle*, dans le *Rapport de la Canadian Historical Association*, 1944; 61-73; Maurice Séguin, *Le régime seigneurial au pays de Québec, 1760-1854*, dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 1. (1947-48): 382-402, 519-532; Frère Marcel-Joseph, s.g., *Les Canadiens veulent conserver le régime seigneurial*, *ibid.*, VII (1953-1954): 45-63, 224-240, 356-391, 490-504; J.-P. Wallot, *Le régime seigneurial et son abolition au Canada*, dans *Canadian Historical Review*, L. 4 (déc. 1969): 367-393.

Des ouvrages consacrés tout récemment au régime seigneurial, l'un est la première étude géographique systématiquement faite du régime seigneurial: R.C. Harris, *The Seigniorial System in Early Canada. A Geographical Study* (les Presses de l'Université du Wisconsin, 1966); l'autre étudie les prolongements actuels du régime seigneurial dans un milieu particulier: Georges-E. Baillargeon, *La survivance du régime seigneurial à Montréal: un régime qui ne veut pas mourir* (Le Cercle du Livre de France, 1968).

Enfin, on ne saurait étudier le régime seigneurial de la Nouvelle-France sans connaître celui de l'Ancien Régime; des travaux qui ont été consacrés à ce dernier, nous ne signalons ici que l'étude de Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, 2 vol. (Librairie Armand Colin, 1968).

Cartes

Dans l'*Atlas de la Nouvelle-France* (les Presses de l'Université Laval, 1968), on trouvera, pages 160-181, plusieurs cartes anciennes ou modernes qui aident à comprendre le régime seigneurial de la vallée du Saint-Laurent.

AUTRES BROCHURES

Conçue par la Société historique du Canada, cette collection a pour objectif de fournir au public en général, aux instituteurs, aux professeurs d'histoire et aux historiens eux-mêmes de courtes études sur quelques problèmes particuliers de l'histoire du Canada. Rédigées en anglais ou en français, ces brochures, traduites, sont disponibles dans les deux langues. On les obtient en s'adressant au Trésorier, Société historique du Canada, Archives publiques du Canada, Ottawa, K1A 0N3. Les membres de la Société reçoivent, à titre gracieux et sur publication, un exemplaire de chaque nouvelle brochure. Ces brochures se vendent \$1.25 l'unité. Une remise de 25% est consentie aux libraires.

Voici la liste des brochures parues à ce jour:

1. C.P. Stacey, *La Frontière sans défense: le mythe et la réalité*
2. G.F.G. Stanley, *Louis Riel: patriote ou rebelle?*
3. Guy Frégault, *La Société canadienne sous le régime français*
4. W.S. MacNutt, *L'Emergence des provinces maritimes, 1713-1784*
5. A.L. Burt, *Guy Carleton, Lord Dorchester, 1724-1808*
6. Marcel Trudel, *Le Régime seigneurial*
7. F.H. Soward, *Le Ministère des Affaires extérieures et l'autonomie du Canada, 1899-1939*
8. F.H. Underhill, *Les Partis politiques canadiens*
9. W.L. Morton, *L'Ouest et la Confédération, 1857-1871*
10. G.O. Rothney, *Terre-Neuve: son histoire*
11. Fernand Ouellet, *Louis-Joseph Papineau: Un être divisé*
12. D.C. Masters, *La Réciprocité, 1846-1911*
13. Michel Brunet, *Les Canadiens et les débuts de la domination britannique, 1760-1791*
14. T.J. Oleson, *Les Scandinaves en Amérique*
15. P.B. Waite, *La Conférence de Charlottetown*
16. Roger Graham, *Arthur Meighen*
17. J. Murray Beck, *Joseph Howe: anticonfédéraliste*
18. W.J. Eccles, *Le Gouvernement de la Nouvelle-France*
19. Paul G. Cornell, *La Grande Coalition*
20. W.M. Whitelaw, *La Conférence de Québec*
21. J.-C. Bonenfant, *Les Canadiens français et la Confédération*
22. Helen I. Cowan, *L'Immigration britannique avant la Confédération*
23. Alan Wilson, *Les Réserves du clergé du Haut-Canada*
24. Richard Wilbur, *Le Gouvernement Bennett, 1930-1935*
25. R.A. Preston, *La Politique de défense et le développement de la nation canadienne*
26. Lewis H. Thomas, *Les Territoires du Nord-Ouest, 1870-1905*
27. Eugene A. Forsey, *Le Mouvement ouvrier au Canada, 1812-1902*
28. Irving Abella, *Le Mouvement ouvrier au Canada de 1902 à 1960*
29. Joseph Levitt, *Henri Bourassa - Critique catholique*
30. Bruce G. Trigger, *Les Indiens et l'âge héroïque de la Nouvelle-France*
31. R.C. Macleod, *La Police à cheval du Nord-Ouest, 1873-1919*
32. J.M.S. Careless, *L'Expansion des villes canadiennes avant 1914*
33. Ian MacPherson, *Le mouvement coopératif dans les Prairies, 1900-1955*
34. Alan F.J. Artibise, *L'Expansion urbaine dans les Prairies, 1870-1930*
35. Richard Jones, *Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale*
36. Ernest R. Forbes, *Certains aspects du régionalisme dans les provinces maritimes, 1867-1927*